

FRANCE

Rassemblement devant
les tombes musulmanes
profanées

Quelque 150 personnes, en majorité musulmanes, mais aussi des représentants des communautés chrétienne et juive et des élus locaux, se sont recueillies hier en France devant les tombes musulmanes profanées du cimetière militaire Notre-Dame-de-Lorette (Nord). Après le dépôt d'une gerbe de fleurs devant les 148 sépultures de soldats musulmans de la Première guerre mondiale, maculées ce week-end d'inscriptions injurieuses et de signes nazis, les musulmans ont dit une prière aux morts, les paumes tournées vers le ciel. «Nous sommes ici pour parler d'une seule voix. Tous les musulmans et non musulmans, toutes les communautés juives et chrétiennes, on est là pour condamner avec toutes nos forces cet acte (...) odieux et irresponsable», a déclaré le vice-président du Conseil régional du culte musulman, Abdelkader Aoussedj. «Des gens sont là pour nous diviser, des provocateurs, mais nous n'allons pas céder», a-t-il ajouté. «Nous appelons tous les musulmans à rester calmes face à cet acte de provocation gratuite», a-t-il encore déclaré, demandant «aux autorités de condamner les auteurs avec la plus grande sévérité». Alain Tajchiner, président de la communauté juive locale a déclaré être venu «témoigner de (sa) fraternité» face à cet acte «inadmissible». «Nous sommes tous frères ici», a-t-il dit, dénonçant derrière «les idiots qui ont commis ces actes» un «mal beaucoup plus profond». Les inscriptions injurieuses étaient toujours présentes dans le cimetière, devant faire l'objet d'examen graphologiques. Le carré musulman de cet immense cimetière militaire compte 576 tombes (orientées vers La Mecque) sur les lieux de combats meurtriers de 1915, au début de la Première Guerre mondiale. De nombreux responsables politiques français ont condamné cet acte. L'enquête privilégie un acte de la mouvance skinhead.

LIBAN

Le président syrien réitère
son appui au processus
de dialogue interlibanais

Le président al-Assad a exprimé «son appui au dialogue entre les Libanais et à l'entente nationale comme seul moyen susceptible de régler la crise libanaise», entre l'opposition et la majorité au Parlement, précise Sana.

M. al-Assad a, d'autre part, déclaré que la Syrie, qui assure la présidence tournante de la Ligue arabe, «est prête à fournir toute l'aide possible que les Libanais auront réclamée pour assurer la sécurité et la stabilité au Liban», ajoute la même source. L'entretien entre al-Assad et Berri s'est déroulé en présence du vice-président syrien, Farouk al-Charaâ et du ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem, côté syrien, ainsi que du député libanais Ali Hassan Khalil, membre du mouvement chiite Amal dirigé par Nabih Berri. Dans des déclarations à la presse au terme de l'entretien qui a duré près de deux heures, M. Berri a souligné que «les Syriens ne posaient aucune condition à la réalisation de l'entente entre les parties libanaises». «La Syrie adhère aux résolutions prises lors des réunions qui avaient rassemblé les principaux dirigeants libanais en 2006 au Parlement, dont l'établissement de relations diplomatiques entre le Liban et la Syrie», a indiqué M. Berri. M. Berri, l'un des piliers de l'opposition libanaise, arrivé hier à Damas, a affirmé que sa visite lui avait donné «un nouvel élan pour lancer un dialogue au Liban» en vue de l'élection d'un nouveau président de la République libanaise, dont le poste est vacant depuis novembre dernier.

Le président du Parlement libanais a indiqué en outre qu'il voulait «poursuivre l'initiative de la Ligue arabe», qui prévoit l'élection du chef des forces armées libanaises, le général Michel Sleimane, à la présidence, la mise en place d'un gouvernement d'union et l'élaboration d'une nouvelle loi électorale.

IRAK

Sadr doit démanteler sa milice de l'armée du Mahdi

Le mouvement du leader radical chiite Moqtada Sadr ne pourra plus participer au processus politique en Irak s'il ne démantèle pas immédiatement sa milice de l'armée du Mahdi, a averti hier le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki dans un entretien accordé à CNN.

«Une décision a été prise (...) qu'ils n'ont plus le droit de participer au processus politique ou de prendre part aux futures élections à moins qu'ils ne mettent fin aux activités de l'armée du Mahdi», a déclaré M. Maliki. De violents combats ont opposé du 25 au 30 mars dans les principales agglomérations chiites du pays les miliciens de Moqtada Sadr aux forces régulières irakiennes, appuyées par l'armée américaine. Ces affrontements, qui ont fait 700 morts selon l'ONU, ont été particulièrement violents dans le grand port pétrolier de Bassorah (Sud), ainsi qu'à Bagdad, dans l'immense banlieue chiite de Sadr City. Ils avaient cessé après un appel de Moqtada Sadr à ses hommes de se retirer des rues. Des accrochages sporadiques se sont néanmoins poursuivis

et les combats ont repris dimanche à Sadr City.

Samedi, dans une claire mise en garde à la milice sadriste, le «Conseil politique de sécurité nationale», qui réunissait le président Jalal Talabani, M. Maliki et les chefs des partis représentés au Parlement, avait appelé les milices «à remettre leurs armes au gouvernement et à retourner à des activités civiles pacifiques». Ces responsables, qui entretiennent pourtant eux-mêmes des milices, avaient fait de ce «démantèlement», «la condition pour participer au processus politique et aux élections à venir», en allusion aux importantes provinciales d'octobre.

«Participer à une élection est un droit garanti par la Constitution. Nous seuls décidons de notre participation

aux élections», a réagi hier le dirigeant du mouvement Sadr dans la ville sainte chiite de Najaf (centre-sud), Liwa Sumaysim. «Rien dans la Constitution n'autorise le gouvernement à prendre une telle mesure», a déclaré à l'AFP M. Sumaysim. «L'armée du Mahdi reçoit ses ordres de Moqtada Sadr, et des plus hautes autorités chiites qu'il (Sadr) consulte», a également commenté Salah Obeïdi, porte-parole du mouvement Sadr à Najaf.

«Si ces hauts responsables du clergé chiite ordonnent à Moqtada Sadr de démanteler l'armée du Mahdi, alors il devra leur obéir», a assuré M. Obeïdi. M. Maliki a réaffirmé sa détermination à poursuivre les opérations contre la milice dans tout le pays, y compris à Sadr City. «Nous n'arrêterons pas tant que nous n'aurons pas le contrôle total de ces zones. L'opération a commencé et ne cessera pas tant que nous n'aurons pas obtenu une victoire décisive (...), une victoire qui

interdira à ces gens d'attaquer la zone verte ou d'autres endroits», a-t-il promis. La zone verte, secteur ultra-protégé du centre de la capitale où siègent notamment les principales institutions du gouvernement irakien et l'ambassade américaine, a été la cible de nombreuses attaques à la roquette au cours des deux dernières semaines, qui ont tué au moins deux soldats américains et deux employés du département d'Etat. «S'opposer aux milices demande plus d'efforts. Notre préparation n'est pas encore à son meilleur niveau», a cependant reconnu M. Maliki dans son entretien à CNN.

«Beaucoup ont espéré une victoire décisive des forces de sécurité irakiennes» à Sadr City. «Mais cela n'a pas eu lieu», a-t-il admis. «Aujourd'hui encore, les forces irakiennes sont entrées dans Sadr City et poursuivent les miliciens criminels en fuite», a ajouté le Premier ministre.

MAROC

Neuf détenus islamistes s'échappent de la prison de Kenitra

Neuf islamistes marocains, dont un condamné à mort à la suite des attentats de Casablanca (Maroc) de 2003, se sont échappés hier du pénitencier de Kenitra, au nord de Rabat, en creusant un tunnel, ont indiqué les autorités marocaines.

Il s'agit de la première éviction d'islamistes depuis la vague d'arrestations ayant suivi les attentats de Casablanca, qui avaient fait 45 morts dont 12 kamikazes.

Dans un communiqué cité par l'agence de presse MAP, le ministère précise que «l'évasion a été constatée hier matin par l'administration pénitentiaire et que toutes les dispositions ont été prises pour retrouver les prisonniers évadés et déterminer les responsabilités».

Une source proche du

ministère de l'Intérieur a indiqué que les islamistes avaient creusé un tunnel et que des avis de recherche ont été lancés et les postes frontières ont été mis en état d'alerte.

Interrogé par l'AFP, Abderrahim Mahtade, président de l'association Annassir de soutien aux prisonniers islamistes, a répondu qu'ils «avaient réussi à s'enfuir hier après la prière de l'aube, c'est-à-dire vers 5h30 (locaux et GMT). Il s'agit d'un condamné à mort, de six à la réclusion crimi-

nelle à perpétuité et deux à vingt ans de prison. Ils sont tous originaires de Casablanca». Selon M. Mahtade, ils ont laissé une lettre dans laquelle «ils dénoncent l'injustice dont ils sont victimes. Nous avons exploité tous les recours légaux et frappé à toutes les portes, mais en vain. Il ne nous restait que ce moyen pour retrouver notre liberté». «Nous faisons porter la responsabilité à ceux qui nous ont condamnés. Nous assumons nos actes et il ne faut pas chercher de complicité parmi les détenus ou l'administration pénitentiaire.

Nous ne ferons de mal à personne mais nous sommes heureux d'avoir recouvré notre

liberté chérie», disent-ils dans leur lettre. Les détenus islamistes marocains sont estimés à plus de 900 répartis sur une dizaine de prisons. Ils observaient hier une grève de la faim de 24 heures contre les mauvaises conditions de détention.

Le 7 décembre 2007, un gros bonnet de la drogue, Mohamed Ouazzani, alias Nini, s'était échappé de cette même prison et le ministère de la Justice n'avait été avisé de son évasion qu'une semaine plus tard.

Le 1^{er} janvier, huit gardiens de cette même prison avaient été condamnés à des peines allant de deux mois à deux ans de prison pour avoir aidé à l'évasion.

KENYA

Reprise des discussions gouvernement/opposition
sur la composition d'un cabinet de coalition

Le président kényan Mwai Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga ont repris hier à Nairobi leurs discussions sur la composition d'un gouvernement de coalition dans l'impasse depuis près d'un mois en raison de divergences sur le partage des portefeuilles ministériels.

Initialement prévue dimanche, l'annonce tant attendue de la composition du nouveau cabinet destiné à sortir le pays de la crise électorale, a été ajournée lors des dernières consultations entre M. Kibaki et Odinga qui ont fait part toutefois de «progrès conséquents». Les deux dirigeants avaient appelé alors les Kényans «à la patience» en exprimant leur souhait de conclure «avec succès» les consultations de d'hier qui représentent une étape cruciale pour sortir le pays de la crise post-électorale. La formation d'un gouvernement de coalition nationale, qui doit comprendre 40 membres, constitue un pas important vers une sortie de crise que traverse le Kenya depuis l'élection présidentielle contestée du 27 décembre dernier. La contestation par l'opposition des résultats de la présidentielle remportée par le prési-

dent sortant Mwai Kibaki face à son rival Raila Odinga qui dénonce des «irrégularités» a été à l'origine de la crise suivie de violences ayant fait plus de 1 500 morts et quelque 300 000 déplacés, selon des chiffres officiels. Dans l'impasse depuis bientôt un mois, la formation d'un cabinet de coalition a été décidée par l'accord signé le 28 février entre MM. Kibaki et Odinga sous la médiation de l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan. Inquiet de «l'échec à former» ce gouvernement, Kofi Annan a de nouveau appelé «les deux dirigeants à respecter la lettre et l'esprit de cet accord et à résoudre promptement la question du nombre et de la composition du gouvernement».

L'accord du 28 mars, entériné à l'unanimité par le Parlement kényan le 18 mars, prévoit la création d'un poste de Premier ministre, inexistant jusque-là au Kenya et qui doit revenir à M. Odinga, dirigeant du Mouvement démocratique orange (ODM).

Lors d'une série de consultations jeudi dernier, MM. Kibaki et Odinga avaient affirmé avoir conclu un accord sur la taille et la composition de ce gouvernement.

Aux termes de cet accord, le camp présidentiel doit retenir les portefeuilles importants de la défense, des finances et de la sécurité intérieure, tandis que l'opposition occupera ceux des Affaires étrangères, du gouvernement local, du tourisme et de la santé. En dépit de cette série de tractations entre les deux parties, des divergences persistent autour de la composition d'un gouvernement de coalition. Le leader de l'opposition souhaite que le cabinet compte 34 ministres au maximum, alors que le président kényan insiste sur 44.

Peu avant la reprise des discussions d'hier, le président Kibaki s'entretenait avec des dirigeants du camp présidentiel dont le vice-président Kalonzo Musyoka, dans l'immuable des services présidentiels au centre de Nairobi, où les entretiens se poursuivaient en fin de journée. De nombreux acteurs de la société civile à l'image de la prix Nobel de la paix 2004, Wangari Mathaai, ainsi que des responsables religieux ont multiplié les appels ces derniers jours pour que les deux camps trouvent un terrain d'entente sur un gouvernement de coalition.